

Assiégée par le coronavirus, l'Italie plonge dans la dépression

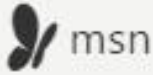
Challenges.fr



© Alberto PIZZOLI / AFP A Rome, les rues adjacentes du Colisée

Alors que la pandémie de coronavirus s'accélère, la plupart des secteurs sont à l'arrêt dans la péninsule. Un nouveau choc pour une économie italienne qui n'avait même pas retrouvé son niveau d'avant la crise de 2008. Sa voix nous arrive de la ligne de front, Codogno, la ville lombarde où s'est développé le premier foyer italien de coronavirus. Son entreprise, la MTA, produit un composant électronique pour l'industrie automobile, emploie 600 salariés à Codogno et 1.600 dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 203 millions d'euros. "Les autorités nous ont fait fermer le 23 février, témoigne Maria Vittoria Falchetti, la patronne de cette PME. Nous n'avons aucun cas de contagion dans le personnel. Fermer signifie faire chuter le chiffre d'affaires et nous expose à des amendes si nous n'honorons pas nos commandes. Mais le plus grave est que nous perdons, vis-à-vis de clients allemands ou français, une confiance que nous avons mis des années à conquérir. Un dommage qui durera des années." Ironie du sort, c'est parce que la MTA a une usine à Shanghai, où le gouvernement chinois a imposé des règles de sécurité draconiennes, qu'elle a pu convaincre, au bout d'une semaine, les autorités italiennes de sa capacité à rouvrir l'usine dans des conditions sanitaires satisfaisantes.

Tourisme anéanti



www.msn.com

Pays : France

Dynamisme : 820

[Visualiser l'article](#)

Comme beaucoup d'autres, Vittoria Falchetti se bat pour échapper au naufrage de son pays . Le tourisme, qui représente 11% du PIB, est anéanti. Hôtels vides, restaurants fermés, locations estivales annulées: tout espoir de rebond est reporté à l'automne. La majorité des aéroports est fermée et le secteur aérien est à genoux. L'industrie du spectacle, y compris les productions télévisuelles, et le sport ont mis la clé sous la porte. Le luxe encaisse en silence une crise qui s'était ouverte dès la propagation du virus en Chine, son principal marché d'exportation. Quant aux grandes chaînes de distribution, elles ont baissé le rideau.

Industrie hésitante

L'industrie manufacturière -15% du PIB italien- hésite. De grandes entreprises proches des principaux foyers d'infection, Beretta, Alfa Acciai (aciérie), ou certaines usines de Lamborghini, pour n'en citer que quelques-unes, ont fermé leurs grilles. Fiat a suspendu trois jours sa production dans trois de ses usines. Et dans de nombreuses entreprises, malgré un accord passé entre syndicats et patronat, les ouvriers menacent de se mettre en grève si les conditions de protections sanitaires, gants, masques et distance d'un mètre entre les postes de travail, ne sont pas assurées alors que les cadres travaillent à distance grâce au télétravail.

La Confindustria, le syndicat patronal, milite contre la fermeture totale. Mais le gouverneur de la Lombardie et le maire de Milan, les plus hautes institutions du poumon économique de la péninsule, invoquent le couvre-feu complet. Malgré les directives, des centaines de milliers de méridionaux travaillant au Nord sont rentrés chez eux et le Mezzogiorno, médicalement sous-équipé, craint l'explosion de l'épidémie ces prochains jours. Peu de chiffres sont disponibles pour illustrer cette débâcle. Dans le climat de panique qui domine, ils seraient anxiogènes. L'institut REF a toutefois prévu dans son dernier rapport une chute du PIB pouvant aller jusqu'à 3%. Une tendance sur laquelle table aussi le Trésor italien, selon des sources consultées par Reuters, ce vendredi 20 mars. "Mais à la vitesse où la situation se détériore, cette évaluation est désormais périmée", affirme aujourd'hui Fedele de Novelis, l'auteur du rapport de l'institut. Le facteur temps est essentiel.

© Fournis par Challenges

Contrôles policiers à Rome dans le quartier du Trastevere, le 20 mars (crédit photo: Andreas Solaro / AFP).

Système bancaire à l'épreuve

L'évolution favorable de l'épidémie en Chine est rassurante, mais au moment du rebond, l'Italie risque d'être confrontée au pic de la crise chez ses voisins européens et aux Etats-Unis. Certaines entreprises, si elles sont soutenues, peuvent encaisser le choc, l'important est qu'elles ne fassent pas faillite. Pour Alfredo Macchiati, professeur d'économie à l'Université Luiss de Rome, la résistance du système bancaire transalpin sera également fondamentale: "L'augmentation des taux d'intérêt sur la dette italienne fragilise le bilan des banques. Et si les banques ne prêtent plus... Il faut aussi tenir compte du facteur psychologique. L'incertitude est l'ennemi numéro un des entrepreneurs et du moral des familles."

Un dicton italien affirme: "Il pleut sur le passant déjà mouillé". Il illustre ce que traverse la péninsule. Le cygne noir de l'économie mondiale s'est en effet abattu sur un pays déjà déprimé. Plombé par sa dette, 133% de la richesse nationale, et son instabilité politique, la péninsule se dirigeait déjà avant l'arrivée du Covid-19 vers une période de stagnation. Or, le PIB transalpin était encore en décembre dernier inférieur de 3 points à son niveau d'avant la crise de 2008. Alors que douze ans ne leur ont pas suffi pour retrouver la prospérité d'antan, les Italiens découvrent avec angoisse qu'ils vont devoir faire un nouveau saut en arrière.

Plan extraordinaire d'aides

Le gouvernement a donc adopté un plan extraordinaire d'aide aux familles et aux entreprises de 25 milliards d'euros dépensés immédiatement. Les parents qui travaillent et dont les enfants ne vont plus à l'école auront



www.msn.com
Pays : France
Dynamisme : 820



[Visualiser l'article](#)

des congés payés ou un "chèque baby-sitter" de 600 euros. Un fonds sera destiné à financer un moratoire des loyers et des prêts personnels. Le paiement des contributions sociales est renvoyé à une date ultérieure. Et l'allocation-chômage sera étendue aux entreprises de moins de 5 salariés.

Les quelque 60 millions d'Italiens doivent s'habituer à la vie à l'époque du Covid-19. Ils ne peuvent sortir que pour aller travailler ou faire des courses et munis d'un document indiquant d'où ils viennent, où ils vont et pourquoi. Le gouvernement italien envisage désormais de nouvelles mesures restrictives qui pourraient être adoptées rapidement dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 qui a fait plus de 3.400 morts dans la péninsule, le bilan le plus lourd au monde. "Dans les prochaines 24 à 48 heures, de nouvelles restrictions sont possibles", a annoncé vendredi le ministre aux Affaires régionales Francesco Boccia, évoquant, entre autres, la possibilité de suspendre les activités en plein air. Les gouverneurs des régions du nord, les plus riches d'Italie et les plus touchées par l'épidémie avec environ 3.000 morts, réclament encore davantage de fermetures d'activités et le déploiement de l'armée pour faire appliquer ces mesures.

Pour l'heure, dans des villes spectrales où les transports publics sont réduits, ne sont ouverts que les commerces d'alimentation, de téléphonie et d'informatique, les banques, les assurances, les pharmacies et les services de l'Etat. Bureaux de tabac et quincailleries ont aussi conservé le droit à rester ouverts, alors qu'il a été retiré aux coiffeurs et aux libraires. Le législateur a sans doute considéré que cigarettes et bricolage étaient de meilleurs antidépresseurs que mise en plis et bouquins.

Par Dominique Dunglas (à Rome)

Si l'UE n'aide pas l'Italie, "elle ne s'en relèvera pas"

Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a prévenu vendredi que si l'UE laissait tomber l'Italie, "elle ne s'en relèvera pas", appelant les Etats membres à "se rassembler" pour faire face à la crise du coronavirus. "Si c'est le chacun pour soi, si on laisse tomber certains Etats, si on dit à l'Italie, par exemple, 'débrouillez-vous tout seuls', l'Europe ne s'en relèvera pas", a affirmé le ministre sur LCI.

Dans un entretien accordé vendredi au *Financial Times*, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a été plus explicite. Il a demandé à l'UE d'utiliser "toute la puissance" de son fonds de secours (MES) de la zone euro face à la crise "sans précédent" du coronavirus. Selon lui, la voie à suivre est d'ouvrir toutes les lignes de crédit du fonds de secours à tous les Etats membres "pour les aider à lutter contre les conséquences de l'épidémie de Covid-19, avec pour condition que chaque Etat soit transparent et rende des comptes sur la manière dont sont dépensées les ressources". Ce mécanisme a été mis en place en 2012 lors de la crise de la dette de la zone euro. Doté d'une force de frappe de 410 milliards d'euros, le MES fournit des crédits aux pays en difficulté. En échange, les Etats -comme ce fut le cas pour la Grèce- doivent mettre en oeuvre des réformes.

(avec AFP)